

# Militant

*Lettre de Liaison N° 106 du 25 septembre 2010.*

*Le courage, c'est de chercher la vérité et de la dire. Jean Jaurès.*

## **Sommaire :**

- Rassemblement de solidarité avec Salah Hamouri à Gennevilliers.
- Rédaction : L'heure est à l'action politique. *Le 23 septembre. Sarkozy. «2012 se joue maintenant». Le tract de Militant. Dans les partis de gauche. La déclaration de Gauche unitaire.*
- VP : Questions posées dans la lutte syndicale.
- *Documents : communiqués CGT-CFDT-FSU-UNSA-CGC-CFTC, texte de la CGT-FO, Fédération FO Transports-Logistique, Solidaires.*
- Notes cursives sur la situation internationale.
- Robert Barcia (1928-2009).
- Cèpes ou capital (VP).

\* \* \* \*

## **Rassemblement de solidarité avec Salah Hamouri à Gennevilliers.**

**Mardi 28 septembre à 18h30 sur le parvis de la mairie**

Collectif Citoyen Gennevillois pour une paix juste en Palestine (Composé de Gennevillois à titre individuel et des organisations suivantes : Le Militant, Gennevilliers Solidarité, Association France Palestine Solidarité, Alternative Citoyenne, ATMF, Gennevilliers Pour Tous, Europe Ecologie, NPA, PCF)

Contact : [nasser.lajili@yahoo.fr](mailto:nasser.lajili@yahoo.fr)

Il existe un Franco-Palestinien prisonnier politique, injustement retenu depuis 6 ans par Israël : il s'appelle Salah Hamouri. De sa prison de Jérusalem, il a écrit cette lettre le 14 juillet 2010, jour de notre fête nationale.

Au pays de la révolution française qui a mis fin au féodalisme et à la servitude en propageant à travers le monde les mots de «Liberté - Egalité - Fraternité» ; à Paris, capitale d'un pays qui a résisté hautement pour se libérer de la barbarie d'une armée occupante féroce et brutale ; depuis vos bureaux à l'Elysée ou ceux du Quai d'Orsay, j'espère que vous lirez ma lettre.

Dans l'un de ces bureaux, ma mère a été finalement reçue afin de discuter des moyens pour obtenir ma libération.

Nous savons tous que la démocratie fonde le respect de la diversité des êtres humains. Elle définit les bases légales qui accordent à chacun des droits et des devoirs. Elle prône l'égalité des droits humains et refuse absolument d'établir des différences négatives et ségrégatives selon la couleur de la peau, l'origine, la religion, etc.

Comme citoyen franco-palestinien, je pensais que les autorités françaises se devaient de me protéger (comme elles le font pour tous nos compatriotes français injustement en difficulté dans le monde) alors que je vis dans un pays sous occupation militaire décidée par un gouvernement qui refuse obstinément de reconnaître et d'appliquer le droit international.

Il semblerait que ce gouvernement, le gouvernement israélien, vous ait convaincu que le seul moyen pour moi de retrouver la liberté n'était pas que, lui, fasse, ce qu'il devrait faire pour cela mais qu'en plus de l'injustice que je subis que, moi, je fasse un acte d'humiliation supplémentaire : que je présente des «regrets» devant un tribunal militaire d'occupation.

Je voudrais vous poser une seule question : aurait-il été acceptable pour vous que les résistants français, pendant la seconde guerre mondiale, « regrettent » leurs actes devant des tribunaux d'occupation ou de collaboration ?

Si on ne peut comparer terme à terme les deux situations, il n'en reste pas moins que la Palestine vit aussi sous occupation étrangère depuis maintenant 62 ans. Une occupation brutale qui multiplie les meurtres, qui construit des murs, qui assiège et colonise, qui expulse le plus possible de Palestiniens de leur terre ou de leurs maisons, surtout à Jérusalem-Est où je vis avec ma famille.

Devant cette occupation que vit mon peuple, je ne peux rester ni indifférent ni me taire. Je suis né et j'ai grandi dans un pays occupé et, parce que je ne peux pas me taire, je suis depuis plus de 5 ans en prison. Comment pourrais-je accepter cette occupation que vous-même avez condamnée ? C'est mon droit que de la refuser.

Dans ces conditions il n'est pas pensable une seule minute, qu'en plus de tout cela que je subis, j'en vienne à « regretter » ou à « m'excuser » de quoi que ce soit devant un tribunal militaire d'occupation. Je soutiens la résistance légitime de mon peuple qui bénéficie de la solidarité des gens libres à travers le monde.

Bien à vous,  
Salah Hamouri  
Prison de Guilboa Section 4  
Le 14 juillet 2010

\* \* \* \*

## **Unité dans la grève et dans la rue pour le retrait du projet anti-retraites !**

### **Unité des partis de gauche et d'extrême-gauche pour chasser Sarkozy et l'assemblée UMP : élections générales immédiates !**

### **L'heure est à l'action politique.**

**Le 23 septembre.**

Le 23 septembre, ce sont à nouveau près de 3 millions de travailleurs, actifs, retraités, chômeurs, jeunes, qui ont manifesté. Le fait d'avoir délibérément laissé passer la date du vote de la loi contre les retraites à l'assemblée, le 15 septembre, n'a pas démobilisé un mouvement qui est, au moment présent, ascendant, bien que, pour cette raison et parce qu'ils ménagent leurs forces, certains secteurs clefs (comme dans l'enseignement et les transports) ont moins fait grève que le 7 septembre.

Ce sont d'ailleurs souvent de nouvelles couches importantes de la classe ouvrière, des ouvriers et employés de petites et moyennes entreprises, des femmes, et, de plus en plus, des jeunes, qui sont venus dans les manifestations, grossissant notamment les cortèges de la CGT et de FO.

A 11 heures du matin, c'est l'Elysée, Sarkozy, qui faisait un communiqué prétendant qu'il y avait moins de monde que le 7. Ce mensonge piteux ne fait que souligner la polarisation réelle qui marque notre pays, entre un exécutif discrédité et dangereux, et l'immense majorité. Dans les décomptes officiels, les nombreuses petites manifestations (mais grosses localement) dans de petites villes sont toujours «oubliées». Ainsi dans l'Aisne : 10% environ de plus de manifestants que le 7, alors que des personnes en grève le 7 n'étaient pas là : 4500 à St-Quentin, 3000 à Soissons, 2000 à Laon, 1600 à Château-Thierry, 750 à Hirson, 350 à Chauny, 150 à Villers-Cotterets.

Dans toute la France, outre les grèves et les manifs, se sont déroulées des assemblées générales de petite taille par rapport aux manifs, mais nullement en contradiction avec ce que disent les manifestants, réunissant des secteurs qui souhaitent mettre en œuvre la grève générale pour battre Sarkozy et se heurtent au refus évident des directions syndicales nationales de le faire. Les cantines à Marseille, le centre d'appel de France Télécom à Montpellier suite à un vote de tout le personnel organisé par la CGT et SUD, des lycées, écoles et collèges en

banlieue parisienne, ont soit reconduit la grève, soit décidé de s'y engager le lundi 27.

Certaines de ces AG, même avec peu de participants, étaient une amorce de réunions de délégués d'assemblées s'étant tenues sur les lieux de travail. Il est en effet important de ne pas confondre une réunion de fin de manif avec une assemblée du personnel dans une entreprises, un chantier, une administration ou un établissement. Mais celles-ci, elles-mêmes encore peu nombreuses, ont besoin d'air, d'information, d'échanges, de coordination, de centralisation, donc de désigner des délégués pour se rencontrer.

C'est ainsi qu'à Chambéry, l'Union Locale CGT et Solidaires ont permis la réunion, le 24, d'une assemblée de 80 personnes parmi lesquelles des représentants de 19 syndicats, ayant organisé les manifestations qui ont rassemblé 17 000 personnes sur Chambéry, Albertville et St-Jean de Maurienne. Constatant, selon leurs termes, la non poursuite du mouvement, ils ont décidé d'engager dès le 27 des actions ciblées de blocage de l'économie conçues comme préparant le tous ensemble dans la grève générale.

A Marseille, la grève en préparation dans les ports et dans la pétrochimie, contre la réforme portuaire du gouvernement, entre bien sûr en relation avec le mouvement d'ensemble contre la réforme anti-retraites, et la question est discutée parmi les travailleurs des ports et des raffineries, comme à Dunkerque, Le Havre, Rouen, Nantes-St-Nazaire, La Rochelle et Bordeaux.

L'élément peut-être le plus significatif est la multiplication de décisions locales de reconduction de grève ou d'entrée en grève la semaine prochaine dans le Sud de la France : Pau, Albi, Montpellier, Béziers, Rodez, Mende, Le Puy, Aurillac ... Mais il est évident que pour ces secteurs, l'annonce par l'intersyndicale nationale (CGT, CFDT, FSU, UNSA, CGC et CFTC, FO et Solidaires ne signant pas le communiqué mais appelant au même plan d'action) d'un calendrier marqué par des rassemblements sans grève le samedi 2 octobre, puis par une nouvelle journée le mardi 12, les laisse délibérément tout seuls.

La poussée de certains secteurs vers la reconduction de la grève, en l'absence de mots d'ordre nationaux indispensables à cette étape pour gagner, n'est pas un mouvement isolé, c'est la pointe avancée d'une recherche de la part de toute la classe ouvrière, partout.

Dans la manifestation parisienne, une dame maghrébine d'une quarantaine d'années, badgée CGT, dit à un camarade qui diffuse le tract de Militant avançant le mot d'ordre «Dehors Sarkozy ! Élections immédiates !» : *«Moi la retraite je m'en fous, je sais que je n'aurais jamais de retraite complète : je suis là pour foutre en l'air Sarkozy.»*

Ou encore : «*Les gens se rendent compte qu'aller tous les quinze jours dans la rue ne suffit pas*», déclare un enseignant syndicaliste marseillais à Mediapart.

Alors que Thibault, Chérèque, Mailly ou B. Groison (FSU) disent qu'on va pouvoir faire reculer Sarkozy sur les retraites, les manifestants comme les sondés expriment leur scepticisme à ce sujet.

**Et pourtant ils manifestent, et pourtant ils sont là et seront là à nouveau. Pourquoi ? Parce que eux savent que la question, c'est d'en découdre avec Sarkozy.**

### **Sarkozy.**

Face à la majorité, Sarkozy, son gouvernement, son assemblée UMP. Minoritaires, rejetés, vautés dans les scandales, dangereux. «*Ce pouvoir est prêt à tout pour durer, y compris à exploiter la menace terroriste.*», écrit Edwy Plenel, qui fut traité d' «hitléro-trotskyte» par l'UMP pour avoir contribué à révéler l'affaire Bettencourt-Woerth-Sarkozy. Il persiste et signe dans une ambiance de ragots, de coups bas et de petits meurtres entre amis, à l'ombre d'un remaniement où il laisse filtrer que tout, absolument tout, ou même rien, est possible ... jusqu'à Hortefeux ou Woerth premier ministre !

Ce n'est plus le régime recourant au coup d'Etat permanent, c'est le coup d'Etat permanent devenu le régime lui-même.

Un pouvoir qui pose problème à des secteurs de la bourgeoisie elle-même, qui compte bien qu'il fasse passer la contre-réforme des retraites, puis celle, sans doute revue et corrigée par le Sénat, des collectivités territoriales, sans oublier au passage la destruction de la Médecine du Travail ... qui compte bien, donc, que le mouvement actuel reste dans le cadre de ce que toute la presse appelle le «jeu de rôle» entre Sarkozy et l'axe «intersyndical» Thibault-Chérèque, qui ne demandent pas, comme ils le rappellent eux-mêmes à qui en douterait, le retrait de la loi anti-retraite ...

Et Sarkozy tape sur les Roms, pond des circulaires racistes, tente de dresser «l'opinion» contre les eurocrates qui s'inquiètent de sa politique, conséquence pourtant de l'extension de l'Union Européenne : les Roms sont devenus la minorité sans droit de l'Union. Il laisse entendre qu'on pourrait faire du Luxembourg un camp d'internement pour Roms en Europe et laisse ensuite Fillon présenter des excuses au Grand-Duché.

Cette fuite en avant verbale exprime la déstabilisation de l'exécutif : il se voulait tout-puissant, il n'est qu'éruçant. Fort de quoi ? Faut-il le laisser sévir jusqu'en

2012 ?

**«2012 se joue maintenant».**

«2012 se joue maintenant», disent les dirigeants du PS et, même s'ils le disent moins, pensent ceux des autres partis de gauche et d'extrême-gauche qui préparent les présidentielles en poussant des candidats et en cherchant déjà des signatures de maires.

«2012 se joue maintenant» : cette phrase qui sourd partout signifie en vérité que la question du pouvoir est posée maintenant, ici et maintenant. Par conséquent, il ne faudrait pas que nous soyons, maintenant, joués par «2012» !

Ce dimanche 19 septembre, suite aux décisions prises en commun lors de la rencontre du 10 juin dernier qu'avait décidé le collectif formé de différents groupes et militants le 20 février (voir les détails sur notre site), des représentants de Militant, d'Être de Gauche 95 et de l'association CIVIC d'Argenteuil se sont réunis et ont adopté le tract suivant, qui fut diffusé le 23 dans les manifestations à Paris, Alençon, Caen, Moulins, et par mails à tous nos amis, lecteurs et sympathisants.

\* \* \* \*

**Le tract de *Militant*.**

**Gagner sur les retraites, c'est commencer à les battre :  
Dehors Sarkozy, dehors l'Assemblée UMP, élections  
générales avant 2012 !**

15 septembre 2010 : l'assemblée UMP vote la loi anti-retraites, reportant le droit à la retraite à 62 ans et le départ à taux plein à 67 ans.

En avait-elle la légitimité ? En avait-elle le droit ?

Non !

Les 2,7 millions de manifestants du 7 septembre représentent la majorité. Ce n'est pas une «réforme» des retraites qui est nécessaire : c'est la rupture avec le capitalisme, qui ne supporte plus la productivité du travail et l'allongement de l'espérance de vie.

Et l'assemblée UMP continue : elle veut maintenant voter la «réforme territoriale», grave menace pour les services publics et pour l'égalité devant la loi et devant l'impôt.

Au sommet de l'Etat, Sarkozy, discrédité et minoritaire, poursuit sa fuite en avant

dans le racisme d'Etat. En pourchassant les Roms en tant que groupe ethnique, il a franchi les bornes de la honte.

Peut-on continuer à les laisser tout casser d'ici 2012 ?

**DEHORS SARKOZY !  
DEHORS L'ASSEMBLEE UMP !**

Il faut se regrouper :

- **pour réaliser l'unité d'action dans les luttes, c'est-à-dire l'unité d'action pour le retrait de la loi sur les retraites.**
- **pour un front commun pour une issue politique à gauche : élections immédiates !**

\* \* \* \*

Cette orientation politique, et les moyens de sa mise en œuvre, seront discutés lors de notre assemblée générale annuelle, samedi 2 octobre salles AGECA, 177 rue Charonne Paris. Lors de la réunion tenue à Moulins sur la base de ce tract le 24 septembre, une participante a proposé que l'on écrive à la fin : «que tous les partis de gauche et d'extrême-gauche s'unissent pour cet objectif».

**Dans les partis de gauche.**

Martine Aubry et Ségolène Royal affirment qu'en cas de retour au pouvoir «en 2012», le PS rétablirait le droit au départ en retraite à 60 ans. Tant mieux, toutefois les gens s'interrogent : d'abord, cela sous-entend que Sarkozy va forcément faire passer sa loi, ensuite il faut aussi que le nombre d'annuités nécessaires pour avoir sa retraite cesse d'augmenter indéfiniment, comme le permet la loi Fillon de 2003. La loi anti-retraite de Woerth-Sarkozy doit être retirée, les lois qui l'ont préparée depuis les décrets Balladur de 1993 (portant pour les salariés du privé le nombre d'annuités nécessaires pour avoir sa retraite de 37,5 à 40 et faisant passer la base de calcul des 10 aux 25 meilleures années) doivent être abrogées. Et pour tout cela, et même rien que pour le droit à partir à 60 ans, pas question que le candidat du PS et encore moins celui de toute la gauche soit Strauss-Kahn, l'homme du FMI, l'homme de la soupe à la grimace pour les peuples grec, portugais, espagnol, irlandais.

Au Boucau, à l'occasion des rencontres du courant Un Monde d'Avance du PS, animé notamment par Benoit Hamon, Olivier Besancenot pour le NPA, Pierre Laurent pour le PCF, sont venus pour représenter une sorte d'unité de la gauche. Tant mieux là encore. Unissons-nous, en effet, pour ne pas attendre 2012, mais pour bloquer Sarkozy tout de suite, c'est ainsi et seulement ainsi que l'on peut gagner -tout de suite, ce qui serait le mieux, ou en 2012. Que Benoit Hamon appelle, comme certaines de ses déclarations le laissent entendre, au

retrait du projet de loi contre les retraites, qu'il affirme qu'il ne soutiendra pas Strauss-Kahn du FMI, déjà, contribuerait à faire avancer les choses un peu plus.

Jean-Luc Mélenchon, dirigeant du Parti de Gauche, s'est rendu quant à lui à l'invitation de Ségolène Royal : tant mieux là encore qu'il y ait rencontre et début d'union. Mais lui aussi, et peut-être plus encore vu qu'il est un candidat possible, attend 2012 ; aussi explique-t-il que «les syndicats» ont raison de faire durer et de ne pas appeler à la grève dans la production, prise de position qui ne relève pas du respect de l'indépendance syndicale contrairement à ce qu'on entend toujours, mais qui constitue un soutien politique à l'orientation politique de certains dirigeants syndicaux. Dans la même logique, il appelle avec d'autres groupes et le journal Politis, à un référendum sur les retraites. Mais qui détient les clefs du référendum ? Sarkozy. Donc il faudrait demander à Sarkozy de bien vouloir faire un référendum sur la loi que l'assemblée UMP et le Sénat UMP sont en train de voter article par article ; la question n'est-elle pas plutôt la mobilisation sociale contre ce vote, l'unité d'action dans la grève, et le combat pour que la gauche s'unisse pour des élections générales immédiates ? Au lieu de demander au président d'utiliser ses prérogatives de petit dictateur ?

Fort différente est en réalité l'exigence de dissolution de l'assemblée UMP, que nous avons abordée depuis juin et que le dirigeant PS Julien Dray a évoqué cet été. Depuis l'évènement important qu'a été le vote de la loi anti-retraites à l'assemblée le 15 septembre, dans les conditions scandaleuses, typiquement bonapartistes, que l'on sait, mais sous la protection du refus de l'intersyndicale d'appeler à la grève partout et à une manifestation centrale ce jour là, alors que c'était nécessaire et possible après la succès du 7 septembre, cette question est mise en avant par le groupe Gauche unitaire, composante du Front de Gauche.

Document :

### **La déclaration de Gauche unitaire.**

#### ***Retraites : ils sont passés en force, ils sont illégitimes, dissolution de l'Assemblée nationale.***

*En cette rentrée, la droite attaque sur tous les fronts : système de retraites bradé aux grandes compagnies d'assurance ; assurance-maladie déjà dans le collimateur ; droits sociaux systématiquement visés ; injustice fiscale toujours plus grande ; services publics mis en charpie ; jeunesse sacrifiée par l'étranglement de l'Education nationale ; égalité citoyenne détruite par une politique de nationalité aux relents vichystes ; offensive sécuritaire prétendant porter une « guerre nationale » à la délinquance dans les quartiers populaires... Minoritaire comme l'ont démontré les élections régionales, discrédité par ses connivences avec les affairistes, ce pouvoir et cette majorité tentent de se*

*rétablir, en imposant à la société française un modèle de société à l'inégalitarisme forcené. **Mais ils doivent affronter une crise politique, sociale et morale sans précédent. Une crise qui les affaiblit et crée chaque jour des divisions en leur sein.***

*C'est par millions que nous avons manifesté contre cette politique, les 4 et 7 septembre. La bataille en cours est décisive pour mettre en échec, par la grève et les manifestations la remise en cause de la retraite à 60 ans. Le 23 septembre, nous devons être des millions par la grève et dans les manifestations pour exiger le retrait de leur réforme contre les retraites. Cette majorité populaire qui s'exprime par la grève et dans la rue appelle une traduction au plan politique. Ce n'est pas en attendant 2012 que l'on réunira les meilleures conditions pour gagner sur la contre-réforme des retraites et battre le sarkozysme. Surtout si l'on suggère, comme commencent à le faire divers dirigeants du Parti socialiste, que les contraintes budgétaires et la pression des marchés financiers interdiront à la gauche de changer en profondeur les conditions de vie du peuple.*

***Sauf à laisser l'adversaire manœuvrer, et l'extrême droite se nourrir de la colère populaire, c'est immédiatement qu'il faut relever le défi de la crise qui vient de s'ouvrir !***

*Puisque la majorité de l'Assemblée nationale a décidé de passer en force sur le dossier des retraites, alors qu'elle n'a plus aucune légitimité pour le faire, la démocratie exige que la parole soit rendue aux électrices et aux électeurs. Que non seulement le ministre Woerth se démette de ses fonctions et que son projet de loi soit retiré, mais que l'Assemblée nationale soit dissoute. Autrement dit, qu'au pouvoir arrogant d'une droite au service exclusif des banques et des actionnaires, se substitue un nouveau Front populaire. Ce Front populaire qu'appellent les mobilisations unitaires des derniers jours. Pour défaire radicalement les mesures prises par la droite depuis huit ans. Pour prendre les moyens de gouverner contre les logiques libérales et capitalistes. Pour satisfaire les besoins les plus urgents de la population en redistribuant les richesses. Gauche Unitaire propose que le Front de gauche engage cette bataille !*

\* \* \* \*

L'exigence démocratique de dissolution de l'assemblée UMP diffère de la supplique plébiscitaire d'un référendum car, si une dissolution, au terme de la constitution anti-démocratique de la V<sup>o</sup> République, est elle aussi une décision du petit dictateur, elle ne peut signifier rien d'autre en vérité que sa défaite en rase campagne, ouvrant la voie à des élections générales, pas seulement législatives, et à la fin de ce régime. De cela aussi, nous allons discuter à notre assemblée générale annuelle samedi prochain.

Les camarades de Gauche unitaire appellent de leurs vœux un «nouveau Front

populaire». L'expression ne nous semble pas approprié, bien que l'on comprenne bien les souvenirs qu'elle veut évoquer, car le Front populaire ne fut justement pas l'alliance des travailleurs, de leurs partis et syndicats, pour rompre avec le capitalisme et la République bourgeoise, mais une alliance avec les radicaux partisans de ce système et de cette république (voir à ce sujet le texte de Serge Goudard, du PG de Lyon, en ligne sur le site de Militant, écrit suite à la formation du collectif du 20 février). Nous appellerions plutôt le front commun dont nous avons besoin l'unité ouvrière et populaire, afin non pas de préserver, mais bien de détruire, le régime de la V<sup>e</sup> République et son Sarkozy, pour ouvrir la voie à la démocratie.

**Unité dans la grève et dans la rue pour le retrait du  
projet anti-retraites !**  
**Unité des partis de gauche et d'extrême-gauche pour  
chasser Sarkozy et l'assemblée UMP :  
élections générales immédiates !**

\* \* \*

**Questions posées dans la lutte syndicale.**

*Dans le cadre de l'analyse politique et de l'orientation politique exposées ci-dessus, l'article ci-dessous est une contribution à la discussion d'un aspect important, mais qui dépend des questions politiques, de la situation.*

Dans les grèves et les manifestations des 7 septembre, 15 septembre et 23 septembre, l'immense majorité, rassemblée dans le cadre de ses syndicats ou autour d'eux et attachée à leur unité, veut tout simplement le retrait de cette loi, tout en étant très sceptique sur les chances de gagner en continuant à agir par des journées «tous les 15 jours» comme dit cet enseignant marseillais cité ci-dessus.

C'est une majorité combative, à la fois, quoi que cela soit paradoxal, exaspérée et sereine : elle sait qu'elle prend des coups, sans arrêt, elle sait que c'est difficile, elle se donne confiance à elle-même en vérifiant qu'elle est la vraie majorité, elle balaye sans calculs ni analyses les discours sur «il faut bien une réforme», «il ne faut pas dire retrait», «il faut bien augmenter le nombre d'annuités», «il faut unifier tous les régimes de retraite dans une maison commune», «il faut que les sacrifices nécessaires soient équitablement répartis» (sous-entendu : mais il faut bien les faire, ces sacrifices ! ), «il faut rembourser les déficits».

Sans calcul, ni analyse, le manifestant normal ne pense rien de tout ça. Il est contre toute réforme des retraites en ce sens que l'on n'a pas à réformer le système des retraites par répartition, mais seulement à le sauver des patrons et de Sarkozy.

Il est logiquement pour le retrait de la loi qu'on veut lui imposer. Fonctionnaire, il est pour le maintien du code des pensions qui lui garantit sa retraite.

Il est contre tout sacrifice pour payer la dette des patrons et le déficit de Sarkozy, et non pas pour soi-disant mieux répartir les sacrifices.

Il ne s'attend pas à des miracles, mais il sait qu'on ne coupera pas à l'affrontement central avec Sarkozy et ses semblables.

Voilà, formulée par nous -c'est le rôle d'un groupe politique qui veut aider les travailleurs à s'émanciper eux mêmes- ce qu'est la conscience réelle de 99,99% des grévistes et manifestants.

Ensuite, il y a parmi eux des secteurs plus inquiets, plus pressés. Cette inquiétude n'est qu'une amplification du sentiment commun. Ces secteurs ont mal réagi quand l'«intersyndicale» a choisi de laisser l'assemblée UMP voter la loi. Ces secteurs sont ceux qui se réunissent en assemblées générales et cherchent parfois à lancer des grèves reconductibles, et le font avec courage et détermination, tout en voyant bien que la question est nationale et relève des directions syndicales nationales, auxquelles sont envoyées des motions, des réclamations, des critiques.

Ces secteurs, que des jeunes, lycéens et étudiants, commencent à rejoindre, qui sont souvent soutenus par telle ou telle section ou union de la CGT, de la FSU, de Solidaires, de FO (à noter, dans le cas de FO, que ces secteurs combattifs sont en même temps ceux qui déploraient au printemps que FO n'appelle pas à rejoindre les autres travailleurs quand l'«intersyndicale» faisait des journées d'action), ne sont pas en dehors de l'unité : ils sont l'aile marchante, ils sont le cœur de l'unité.

Ils font, durement, l'expérience d'une situation qu'ils peinent à débloquer, aussi parce que les secteurs «porteurs» sont moins en mesure de «porter» un mouvement en raison des défaites des années précédentes :

- dans le monde enseignant, beaucoup ne veulent pas refaire 2003 ; c'est même un argument entendu de professeurs : *«on est intéressés par les AG, mais on n'y ira pas à ce stade parce que si on s'y retrouve à plusieurs centaines, on va voter la grève alors qu'on est pas sûr de la suite ! ...»*.

- dans les transports, on a souvent fait grève aussi, alors que les acquis sociaux sont rongés, et qu'en 2007 déjà, l'interdiction par les principales

fédérations de l'époque de dire «retrait» avait conduit au début de démantèlement du statut des agents SNCF et des régimes de retraites.

Cette expérience montre à ces militants syndicaux, à ces secteurs professionnels, que l'issue est de donner confiance à la majorité, tout en maintenant l'exigence que les directions appellent clairement à la grève unie pour le retrait, ce qu'elles n'ont encore jamais fait ; et que pour cela plutôt que de pousser à toute force à la reconduction de la grève -qui doit en effet être mise en discussion, et sans exclure une «percée» sur ce terrain - il faut *généraliser la discussion avec un nombre croissant de travailleurs, donc réaliser des assemblées communes, associer les militants de différents secteurs et de différents syndicats, élargir, construire.*

Construire le débat démocratique où, de plus en plus, les travailleurs prennent leurs affaires en main eux-mêmes, comme ces manifestants de l'Institut Géographique National qui se retrouvent d'abord avec leur section CGT pour confectionner dans la bonne humeur des pancartes centrées sur une exigence : le retrait de la loi Sarkozy-Woerth.

Mais nous avons aussi à l'action, ces jours, un troisième secteur, très minoritaire mais installé dans des postes clefs. Certains permanents (on ne vise évidemment pas ici tous les permanents), qui ne perdent rien les jours de grève, qui ne sont jamais des délégués dans les boîtes et toujours des déchargés délocalisés dans un bureau -nulle démagogie ici, c'est cela que ressentent bien des militants syndicaux, tentent d'interdire systématiquement toute pratique démocratique permettant aux travailleurs eux-mêmes de se prendre en main, à savoir :

*-les assemblées générales démocratiques des personnels à l'intérieur des entreprises, établissements, chantiers, administrations, parce que ce «n'est pas la peine» de réunir tout le monde s'il s'agit seulement de débrayer 2 heures pour aller à la manif ...*

*-les assemblées interprofessionnelles avant ou après les manifs, parce que «ce sont des manifs où les plus radicaux prennent la parole» et parce que, «nous, des AG, on en fait déjà dans les entreprises», ce qui est faux : car s'il y avait des AG dans les entreprises, elles exprimeraient le besoin, justement, de sortir de l'isolement et de rencontrer les représentants des autres AG et les délégués syndicaux à l'occasion des manifs.*

*-les intersyndicales locales, au profit de messes départementales chargées de répercuter par copier-coller les seules consignes nationales.*

*-les interventions multiples au micro lors des manifs.*

*-les rencontres avec les jeunes ...*

Cette minorité de responsables combat avec persévérance toute démocratie ouvrière, toute démocratie syndicale, au nom de l'«intersyndicale».

«*L'intersyndicale a dit*», vrai ou faux, c'est leur leitmotiv. L' «intersyndicale» est utilisée comme une machine de guerre contre les traditions de rencontre et d'assemblées communes de 1995, de 2003 et de 2006, en essayant de manipuler l'attachement légitime de chacun à l'unité. Pour un nombre croissant de militants, dont des jeunes qui entrent dans la lutte pour la première fois, «intersyndicale» en vient à vouloir dire «ordres venus d'en haut» et sommation à se taire. Dans la CGT, on explique aux mécontents et aux impatients que c'est «l'intersyndicale», hors de la CGT, on explique aux organisations ou sections syndicales qu'elles doivent s'aligner sur «l'intersyndicale» et son discours «commun» qui est en réalité pensé et voulu comme un discours unique. Quand la FSU, Solidaires et FO prennent des positions pour renforcer l'unité sur la base de l'exigence de retrait, on les taxe d' «anti-unitaires» et les journalistes marchent souvent dans une telle présentation biaisée, alors que quand Thibault et Chérèque parlent en duo aux Échos ou à la télé, ce n'est pas une prise de position à part, c'est «l'unité». On essaye ainsi de réduire l'unité à celle des directions de la CGT et de la CFDT, et de plus en plus de militants de la CGT découvrent un danger pour l'indépendance de leur organisation : une ligne réelle qui est celle de la direction CFDT, avec des méthodes qui sont celles du stalinisme.

L'unité est ici retournée contre l'unité, car ce sont les mêmes qui ont essayé et qui essaient encore de bannir le mot «retrait» du vocabulaire français.

Ces méthodes révulsent ceux qui en sont témoins et là réside leur seule efficacité possible : démoraliser. Dans les manifestations, toute organisation syndicale, et même toute organisation représentant des participants à la lutte, qui souhaite intervenir, doit pouvoir le faire sans se heurter à des cerbères et à des tentatives de couverture par le bruit ou par la force. Dans la CGT, dans tout le mouvement, l'intimidation ne marchera pas. Voici ce qu'écrivent, dans une ville de province, les lycéens de l'UNL (Union Nationale Lycéenne) :

*«Si vous ne souhaitez pas être dépassés par la base, si vous voulez mener le mouvement, soyez à l'écoute de la population mobilisée dans son ensemble, donnez la parole à la base. Ce n'est pas aux UD de décider, c'est aux intersyndicales locales et à des assemblées générales populaires.»*

Voici ce qu'un responsable CGT de retraités cheminots écrit à son «permanent» et fait largement connaître :

*«Les manifestants doivent-ils venir aux manifestations sur invitation? Faudra-t-il exclure les drapeaux du PC, du PS ?, les manifestants non-syndiqués? .Tout est prohibé: slogans anti gouvernement, certains chants... (...)*

*Tu fais exactement comme le gouvernement: INTERDICTION, SELECTION, NETTOYAGE, et tu traites les camarades de ton syndicat d'ENERGUMENES. Mais qui es- tu: un surhomme? , un super-syndicaliste?»*

La chanson du mouvement ouvrier dit : Ni Dieu, ni César, ni tribun, Producteurs, sauvons-nous nous-mêmes. Le combat de la large couche représentative des sentiments de la masse, qui cherche le débouché, contre la minorité de responsables qui combattent la démocratie ouvrière, est une bataille essentielle : elle prépare le terrain pour qu'un peu plus tôt ou un peu plus tard, la crise politique du régime et de l'exécutif sarkozyste, ouvrant la brèche de l'intervention directe des masses, soit résolue par les travailleurs eux-mêmes. Il y a, dans ces conditions générales, encore peu de monde dans les «AG», mais la réunion des travailleurs, leur libre expression, leur organisation indépendante par eux-mêmes et pour eux-mêmes, sont la seule voie du succès, c'est pourquoi il y a tout à gagner à persévérer toujours sur cette voie. Dire cela n'est pas un acte de foi, c'est un fait : voici ce qui le montre.

Au moment actuel dans ce pays, ce ne sont ni Sarkozy, ni les travailleurs, qui sont maîtres du calendrier : c'est l'«intersyndicale». Après avoir sauté le moment du vote de la loi à l'assemblée, le 15 septembre, elle donne le temps aux grèves locales parties le 23 ou le 27 de retomber en appelant à une journée sans grèves le 2 octobre, et donne largement le temps au Sénat UMP de poursuivre le vote de la loi article par article en appelant à une nouvelle journée d'action le 12 octobre. Elle ajoute ceci dans son communiqué : *«Le Gouvernement porterait l'entière responsabilité des suites que les salariés et leurs organisations entendront donner au 12 octobre.»*

Le 12 octobre, il restera peu de temps. Le mouvement de l'immense majorité n'a pas été défait par le vote du 15 qui est pourtant une première défaite pour nous. Le 23, la foule était au rendez-vous. Si nous ne sommes toujours pas fatigués le 12, dit l'«intersyndicale» à Sarkozy dans ce communiqué, il va devenir difficile de tenir les troupes. Oui, mais quel lest peut-il lâcher ?

Le «cœur de la réforme», c'est le passage du droit à la retraite de 60 à 62 ans et du taux plein de 65 à 67 ans, en relation avec la poursuite de l'augmentation du nombre d'annuités programmé par la loi Fillon de 2003. Tout recul du gouvernement et des parlementaires UMP sur les 62 ans et/ou sur les 67 ans serait pour eux le commencement de la débâcle finale -sauf un faux recul, évoqué dans la presse, consistant à seulement retarder le passage des 65 aux 67 ans. Les autres reculs possibles évoqués n'en sont pas. La «pénibilité», en particulier, est une notion qui a été instituée par le MEDEF et la CFDT pour individualiser et médicaliser le droit au départ anticipé, et l'annuler comme droit collectif : il existait par exemple des secteurs où prévalait la notion d'insalubrité, ou de corps actifs, elle n'est plus prise en compte au nom de la «pénibilité». Un vrai recul sur la pénibilité serait l'abandon de ce «concept» et le retour au droit collectif garanti par une Médecine du Travail forte. Bref, il n'y pas de marge : le 12 octobre, l'«intersyndicale» en fait l'aveu, elle sera devant le vide, la victoire, la non-défaite, pour les travailleurs, consistant dans le seul retrait du projet de loi,

qui serait une défaite décisive pour Sarkozy, étape pour le défaire et le chasser.  
VP.

Dernières nouvelles :

la grève a été reconduite dans les raffineries Total à Dunkerque, Donges, Normandie, Grand-Puit, Provence, le 24. Ils devaient se réunir le 25. On peut supposer que l'appel de l' "intersyndicale" au 2 et au 12 les aura refroidis, mais c'est à voir. Une preuve de la disponibilité au combat, et c'est du privé, du bleu de travail à la production, pas des profs, ni des cheminots.

\* \* \* \*

## ***Documents.***

### ***Le communiqué CGT-CFDT-FSU-UNSA-CGC-CFTC.***

Les organisations syndicales considèrent que la journée nationale d'action du 23 septembre 2010 est un franc succès. Les salariés du public et du privé, en participant massivement à cette 2ème journée de grèves et de manifestations du mois de septembre, ont réaffirmé leur détermination à ne pas accepter une réforme injuste et inefficace.

La journée d'hier a été marquée par l'engagement de nouveaux salariés du privé, notamment des PME mais aussi par la présence de plus de jeunes et de femmes. Cette vaste mobilisation s'accompagne d'un large soutien de la population qui refuse le report de l'âge légal de départ à la retraite de 60 à 62 ans ainsi que celui de 65 à 67 ans pour toucher une retraite à taux plein. Quoi qu'en dise le Gouvernement, la démobilisation suite au vote à l'Assemblée nationale, n'a pas eu lieu.

C'est bien l'exigence d'un véritable débat et l'examen d'autres alternatives au projet de loi qui s'expriment plus fortement.

Les organisations syndicales mettent en garde le Gouvernement sur les conséquences que provoquerait l'ignorance de la colère qui s'exprime profondément.

Les organisations syndicales réaffirment leur totale détermination. Elles confirment les termes de leur lettre ouverte unitaire au Président de la République et aux parlementaires, notamment : « le vote de ce projet dans sa logique actuelle n'est pas d'actualité ».

Elles invitent leurs organisations à poursuivre ensemble, à tous les niveaux, la mobilisation unitaire par des initiatives dans les territoires et les entreprises en interpellant les sénateurs et en utilisant (pétitions, tracts...) très largement cette lettre ouverte.

Sachant que le texte de loi sera à l'examen du Sénat à partir du 5 octobre et que la procédure parlementaire pourrait se poursuivre jusqu'au 20 octobre, elles décident :

- D'une grande journée de rassemblements et de manifestations dans le pays le samedi 2 octobre pour conforter la mobilisation et permettre l'engagement de nouveaux salariés dans l'action.
- De faire du mardi 12 octobre une nouvelle journée massive de grèves et de manifestations pendant le débat au Sénat. Cette journée trouvera toute sa place pour amplifier la mobilisation dans le cas où les parlementaires ne prendraient pas en compte ce qui s'est exprimé dans l'action et si le Gouvernement restait intransigeant. Le Gouvernement porterait l'entière responsabilité des suites que les salariés et leurs organisations entendront donner au 12 octobre.

Plusieurs organisations participeront à la journée de manifestation européenne du 29 septembre pour s'opposer aux plans de rigueur en Europe. Elle donnera l'occasion à des milliers de salariés français de porter leurs revendications, notamment sur la retraite, à Bruxelles et partout en France.

Les organisations syndicales se reverront le 4 octobre et analyseront la situation.

Le 24 septembre 2010

### ***Le texte mis en ligne sur le site de la CGT-FO le 24 septembre.***

Les huit organisations syndicales (FO, CFDT, CFTC, CGC, CGT, FSU Solidaires et UNSA) se sont réunies vendredi matin pour décider des suites à donner au mouvement des salariés sur les retraites. Deux nouvelles journées de mobilisation sont prévues les 2 et 12 octobre prochains, la première, un samedi, devant être une journée de manifestations et la seconde une «journée massive de grèves et de manifestations». Sans être signataire du texte adopté par 6 des organisations syndicales, FO a confirmé qu'elle était dans l'action commune, «l'unité d'action étant une force potentielle et un espoir pour les salariés».

«S'il est clair que nous nous associerons aux actions décidées, il est tout aussi clair que nous maintenons notre revendication du retrait ou de l'abandon du projet du loi et nous continuerons toujours à défendre la nécessité d'un appel unitaire à une grève franche de 24 heures qu'écartent, pour l'heure, les autres syndicats», a expliqué Pascal Pavageau qui représentait FO au côté de Michelle Biaggi à cette réunion syndicale.

Car, comme l'expliquait jeudi soir, le leader de la confédération, Jean-Claude Mailly, à l'issue de la dernière démonstration de force des salariés dans la rue, «bloquer le pays, avoir le sentiment, que sur 24 heures, le pays a tourné au ralenti, cela peut contraindre le gouvernement à évoluer».

Constatant que sa position de demande du retrait du projet de loi gagne du terrain, étant, sous différentes formes, reprise aussi par d'autres syndicats, il s'agit pour FO de l'amplifier le 2 et le 12 octobre

## ***Appel de la fédération FO Transports et Logistique.***

Malgré les fortes mobilisations et notamment celle d'hier 23 Septembre le gouvernement reste sourd et refuse de retirer son projet de réforme des retraites. Pour la Fédération des Transports et de la Logistique Force Ouvrière cette situation est inacceptable.

Après la réunion des Confédérations, il a été décidé de maintenir la pression en organisant deux journées de mobilisation les 2 et 12 octobre 2010.

Dans ce cadre, la Fédération des Transports et de la Logistique FO appelle l'ensemble des salariés des secteurs du transports à amplifier le mouvement contre une réforme des retraites injuste et contraire aux intérêts des salariés.

Pour les salariés des secteurs du Transports Routier Voyageurs et Transports Urbains, la Fédération FO Transports et Logistique vous demande de déposer dès aujourd'hui les notifications auprès de vos employeurs, la date limite de dépôt étant le 27 Septembre 2010.

### ***Le communiqué de l'Union Syndicale Solidaires du 24 septembre.***

*Une fois de plus le gouvernement Fillon adopte une attitude totalement fermée, malgré plus de 3 millions de manifestant-e-s qui refusent le projet de loi. L'intoxication gouvernementale sur l'inéluçtabilité du report à 62 ans de l'âge légal du droit au départ et à 67 ans pour une retraite sans décote ne fonctionne pas. L'aggravation des injustices et des inégalités engendrées par leur contre-réforme et le choix de faire supporter l'essentiel du financement par les salarié-e-s ne passent plus.*

Contrairement à ce qu'affirme le gouvernement, l'idée qu'il existe des alternatives crédibles grandit de jour en jour notamment celles appuyées sur une nouvelle répartition des richesses pour maintenir et améliorer le système de retraites par répartition.

### **Tous et toutes dans la rue, le samedi 2 octobre !**

Au lendemain de la journée de grève et manifestations du 23, l'ensemble des organisations syndicales nationales appellent à des manifestations partout en France le samedi 2 octobre.

Prolongeant les très fortes mobilisations du 7 et du 23 septembre, les manifestations du samedi 2 octobre permettront de nous rassembler encore plus nombreuses et nombreux : salarié-e-s du secteur privé et du secteur public, chômeurs/ses, retraité-e-s, jeunes, nous serons des millions dans la rue pour exiger le retrait du projet de loi concocté par le patronat et le gouvernement.

## **La lutte s'enracine dans le pays**

Le 23, il y a eu énormément de manifestant-e-s et aussi beaucoup de manifestations dans des petites villes où cela n'est pas courant : c'est un signe fort du rejet très massif du projet de loi, dans l'ensemble de la population.

De même, la participation des salarié-e-s du secteur privé aux manifestations se renforce. Des blocages ont été organisés de manière unitaire dans plusieurs zones industrielles.

## **La construction d'un mouvement reductible est nécessaire**

L'Union syndicale Solidaires affirme qu'un affrontement central avec le gouvernement est nécessaire pour gagner.

Plusieurs assemblées générales représentatives de grévistes se sont prononcées en ce sens. Des syndicats, et pas seulement Solidaires, prennent position pour la grève générale.

Un appel de syndicalistes unitaires circule : [www.syndicalistesunitaires.org](http://www.syndicalistesunitaires.org)

L'idée de grève générale progresse. Nous pensons qu'il est de la responsabilité des organisations syndicales de donner aux salarié-e-s tous les outils pour la construire.

## **Unité dans l'action, pour gagner le retrait du projet !**

Six organisations syndicales ont décidé de repousser la prochaine journée nationale de grèves et manifestations au 12 octobre. Encore une fois, nous regrettons ce refus de « battre le fer quand il est chaud » et n'avons pas signé le communiqué décidant cette date bien éloignée ; mais nous en prenons acte et réaffirmons notre volonté de tout faire pour que les salarié-e-s gagnent le bras de fer engagé par le gouvernement.

### **L'Union syndicale Solidaires**

- appelle à une forte mobilisation nationale le 2 octobre
- soutient les grévistes qui ont reconduit le mouvement
- réaffirme la nécessité d'un mouvement de grève d'ampleur, le plus rapidement possible

24 septembre 2010

\* \* \*

## ***Notes cursives sur la situation internationale.***

*Le temps nous manque pour analyser comme il le faudrait le développement parallèle de la crise du régime en France, sur le terrain de la politique étrangère. Sarkozy et Areva se sont engagés dans un guépier saharien, les soi-disant «al-*

qaïdistes», qui sont en fait des islamistes algériens et des secteurs de la Sécurité militaire algérienne, recrutant sur la base du trafic mafieux (dont le trafic de travailleurs africains migrants) et de la question nationale touareg au Niger et au Mali, pouvant servir d'argument aux provocateurs policiers que sont Sarkozy et Hortefeux, pour contrer les luttes sociales en France.

Il convient de souligner, et de dénoncer, le rôle provocateur facteur de guerre et de crise (et mettant en danger les ressortissants français) qui est de plus en plus celui de la France en Afrique. A cet égard, Sarkozy avait prétendu incarner une «rupture» et avait reçu depuis quelques mois la caution, pour des raisons qui lui sont propres, du gouvernement Kagame du Ruanda, où le génocide de 1994 contre les Tutsis n'aurait pourtant pas eu lieu sans l'intervention française.

L'amorce d'une entrée en guerre au Sahara démontre que sur ce terrain comme sur tous les autres, Sarkozy ne fait qu'aggraver, amplifier, porter à leur paroxysme, toutes les faiblesses et toutes les velléités agressives de l'impérialisme français.

L'impérialisme français est un fauteur de guerre, au moment même où les dangers venant de l'impérialisme nord-américain contre l'Iran et contre la Chine n'ont pas débouché sur une explosion militaire. Attention à ce que, en grande partie par manque de vigilance, parce que notre mouvement ouvrier et nos partis de gauche ne s'en occupent pas, ce ne soit notre national Sarkozy qui déclenche un feu d'artifice criminel quelque part.

L'exigence de retrait des troupes françaises d'Afghanistan et d'Afrique doit être réaffirmée et devrait faire partie de tout programme d'urgence pour les forces qui veulent défaire Sarkozy.

Ajoutons qu'on peut se féliciter des récentes déclarations de Fidel Castro condamnant l'antisémitisme du président iranien Ahmadinejad, et appelant à combattre pour imposer la paix. Quelles que soient les réserves et appréciations sur le régime cubain que l'on puisse avoir, l'orientation des discours de Castro sur la situation mondiale se situe plus sur le terrain du combat pour empêcher la guerre entre EU et Iran, et finalement entre EU et Chine, que dans une orientation anti-internationaliste, chauvine et antisémite qui consisterait à soutenir par avance un camp, celui, éventuellement, de Pékin, Téhéran, Caracas, contre celui de Washington, Londres et Tel-Aviv. Il n'y aura pas d'internationale, cinquième du nom, dans le cadre du soutien à un camp capitaliste contre un autre. Par contre, la lutte pour la paix est la cause de la classe ouvrière. On en reparlera ...

On parle moins d'une question qui est pourtant plus proche, celle de la Belgique et de Bruxelles. Depuis début septembre, une réaction se produit en Wallonie

*contre l'arrogance du parti régionaliste réactionnaire N-VA au pouvoir en Flandres. Ce n'est pas une réaction anti-flamande -bien qu'il y ait un danger qu'elle le devienne- mais la crainte de devenir un groupe opprimé dans une Belgique mise au pas. Le négociateur wallon, Elio di Rupo, dirigeant du PS largement majoritaire en Wallonie, avait accepté de la N-VA l'éclatement de la Sécurité sociale ! ... Mais il a dû finalement rompre les négociations pour tenter de former un gouvernement belge, sur la question de Bruxelles, et il a alors déclaré que les Wallons et les Bruxellois doivent envisager la scission ... laquelle poserait la question des frontières, de Bruxelles et des communes flamandes périphériques, à population majoritairement francophone.*

*La crise belge, le retour de la crise de la dette «publique» en Grèce et en Irlande (dont les médias ne nous parlent pas, pour l'instant ...), autant de faits qui indiquent que la crise du capitalisme s'aggrave encore, au niveau européen comme au niveau mondial.*

*Avec l'approche des élections aux EU, au Brésil, au Venezuela, et notre projet de constituer un Comité français pour la V° Internationale, nous reviendrons sur ces questions, d'abord dans le cadre de notre assemblée de samedi prochain.*

\* \* \*

## **Robert Barcia (1928-2009).**

On vient d'apprendre le décès de Robert Barcia, dit Hardy, dirigeant historique de Lutte Ouvrière. Le fait que cette information soit connue un an environ après son décès a suscité divers commentaires, dont nous nous abstenons dans la mesure où la direction de LO assure que cette discrétion était la dernière volonté d'une personne malade en fin de vie. Nous adressons nos condoléances à tous les militants et sympathisants de son organisation.

**MILITANT.**

\* \* \*

## **Cèpes ou capital.**

On apprend dans le journal *La Montagne* du jeudi 23 septembre, ce que tous les ramasseurs de champignons savent : le sapin Douglas, c'est la mort. La mort des cèpes, dit l'article, mais pas seulement en fait : dans cette monoculture pour faire du placo, il n'y a plus rien, rien du tout, et on ne peut pas du tout s'y promener, ça accroche, ça pique et on y voit rien, et les chevreuils et cervidés ne veulent pas aller là-dedans. Le sapin Douglas, c'est une saloperie de plantation pour faire du fric rapidement, c'est la logique du capital.

Un gus, titré «*Responsable du pôle champignons en Corrèze*», interviewé par cet organe toujours respectueux des autorités, préfets, sous-préfètes, et donc aussi les responsables des «pôles champignons» de la V<sup>o</sup> République, est pourtant censé nous rassurer : «*En Corrèze, il y a plus de feuillus que de résineux.*» Ben encore heureux mon colon !

«*Après, il n'y a pas que le cèpe dans la vie.*» Ben voyons ! Et sous les Douglas, y'a plus rien ! «*Il ne faut pas arrêter l'économie du champignon sur les seuls champignons comestibles*». Mais justement cueillir des champignons ce n'est pas une «économie», c'est gratuit, c'est la force productive du sol, de la nature, consommée jouissivement par les individus humains vivants ... mais le chef du machin dénommé «pôle champignon» (combien de divisions ? ) a son idée sur l'économie mycologique :

«*D'autres pistes existent dans le domaine du papier, de la cosmétique, de la pharmacie.*»

Il se fout que le Douglas tue, pas seulement le cèpe, mais la forêt, la biodiversité, la seule chose qui compte c'est la valorisation du capital, et il va nous faire des champignons-pognons pour faire des marchandises (non remboursées par la Sécu ?).

«*...l'esprit même de la production capitaliste, axé sur le profit le plus immédiat, [est] en contradiction avec l'agriculture, qui doit mener sa production en tenant compte de l'ensemble des conditions d'existence permanente des générations humaines qui se succèdent. Un exemple frappant de ce fait est fourni par les forêts : il arrive qu'elles soient administrées à peu près dans l'intérêt général seulement lorsqu'elles ne sont pas propriétés privées, mais prises en charge par l'État.*» (Marx, Capital, livre III).

Nous voulons des cèpes, nous voulons des girolles, nous voulons des délices, des couleurs, des odeurs, nous voulons batifoler dans les bois, être utiles les uns aux autres, s'épanouir chacun et tous, et pour cela on veut pouvoir, dès maintenant, dans cette société, partir en retraite le plus tôt possible, et pour demain matin, en finir avec le capital qui tue les cèpes (car ce pauvre Douglas n'y est pour rien, en fait, il n'a pas demandé à être dupliqué et planté).  
VP.

<http://www.le-militant.org/>